

J'ai décidé de dire quelques mots. Je ne crois pas avoir jamais fait perdre le temps de la Chambre. Je crois, d'autre part, que le rôle de l'opposition est quand même nécessaire, pour amener le gouvernement à reconnaître ce qui est bon et le forcer à agir dans ce sens, de même que pour contester ce qui est mauvais. Je pense que le gouvernement doit être suffisamment responsable pour reconnaître aussi les arguments qui ont été apportés depuis quelques semaines et, pour ma part, je n'hésite pas à reconnaître dans ce bill certaines dispositions qui sont certainement urgentes et acceptables. Mais j'ajouterais que ce n'est tout de même pas honnête d'emballer dans le même colis des mesures aussi disparates.

Ce qui m'oblige à voter—devant le comportement du gouvernement à l'endroit de ce bill—contre certaines mesures, c'est que je n'accepte pas, par principe et par conviction, certaines mesures qui y sont aussi incluses.

Je dis que ce n'est pas honnête de nous placer dans une situation semblable, et je crois que la population et les journaux ont fait état de ce fait à plusieurs reprises.

Encore une fois, me sera-t-il permis de faire appel à l'honorable ministre de la Justice (M. Turner) pour qu'il prouve sa bonne foi. Pourtant, je croyais, et je crois encore, qu'il est suffisamment imbu de bonne volonté et de justice pour reconnaître que les articles, surtout en ce qui concerne l'avortement et l'homosexualité, ne sont pas acceptables.

Ce bill donne trop de latitude, à mon avis, à l'homosexualité. J'ai déjà fait connaître mes opinions sur cet article et je ne crois pas, connaissant la faible minorité de gens que pourrait favoriser un bill semblable, qu'il incombe au gouvernement de légaliser l'homosexualité.

Face aux arguments qui ont été avancés depuis plusieurs mois, je fais appel de nouveau à la bonne foi de l'honorable ministre pour que ces deux articles, tels que préconisés par le chef du Ralliement créditiste (M. Caouette), soient appelés à être jugés par voix de référendum.

De toute façon, refuser de reconnaître la disparité des sujets que l'on retrouve dans ce bill et nous obliger à voter le tout en bloc ne serait pas juste.

• (9.20 p.m.)

Si j'ai décidé de prendre la parole ce soir, c'est pour faire appel, probablement pour la dernière fois, à la bonne foi et à la compréhension du gouvernement.

Je n'ai pas l'habitude de critiquer ce qui est acceptable, loin de là, car je crois que nous devons aider le gouvernement lorsqu'il se prépare à adopter de bonnes mesures. Je

pense que c'est là le rôle de l'opposition et je préfère de beaucoup me rendre serviable plutôt que de contester l'action du Parlement.

Lorsqu'il s'agit de mesures aussi importantes et aussi discutées, je crois qu'il est de notre devoir de demander au gouvernement de reviser ses positions, car j'ai nettement l'impression que le gouvernement commet une erreur monumentale à l'égard de ce bill.

Je sais aussi que l'obligation, pour certains députés, dans un parti politique, de respecter la ligne de conduite, les embarrasse considérablement. Mais je crois que, devant les engagements qu'ils ont pris envers leurs électeurs, ils sont aussi justifiés que moi de prendre position ce soir et de demander encore une fois à l'honorable ministre de rejeter la position du gouvernement et de nous présenter un bill scindé.

Il est entendu que le parti au pouvoir se justifiera en disant que la plupart des articles sont acceptables, ce qui est bien sûr, mais je ne crois pas que, face à la diversité des éléments de ce bill, nous devions l'adopter en bloc.

Certains disent que l'appui que le gouvernement a reçu au mois de juin équivalait au vœu de la population de laisser le gouvernement adopter ce bill, bien qu'il contienne des articles aussi litigieux. Il est faux de prétendre que la population a appuyé le parti libéral parce qu'elle voulait et désirait la légalisation de l'avortement et de l'homosexualité.

Je pense qu'on se justifie trop facilement, et c'est peut-être là la faiblesse de ceux qui n'ont pas, à la Chambre, le courage de prendre position sur ces articles.

Je suis d'avis, même si nous en sommes rendus au stade final de ce bill, qu'il est impensable d'approuver cette légalisation trop large de l'avortement et de l'homosexualité.

Je pense que cette loi sera lourde de conséquences, et le gouvernement actuel devra en porter la responsabilité. J'espère quand même qu'il y a assez de députés de bonne foi pour qu'on essaie de faire entendre raison au gouvernement, tout en appuyant un tas d'arguments que l'opposition a voulu faire connaître et accepter.

C'est une faiblesse, pour le gouvernement, de dire que l'homosexualité n'est pas notre affaire, puisqu'il s'agit de ce qui se passe dans les chambres à coucher.

L'homosexualité est peut-être une maladie pour certains, un vice ou un défaut pour d'autres, mais un fait demeure, c'est qu'il est possible de traiter ces gens et d'organiser des hôpitaux qui leur rendraient d'immenses services. Ceci serait beaucoup plus profitable et beaucoup plus sérieux que la légalisation de